

**Lettre ouverte à M^{me} Andrea Nahles, ministre fédérale du Travail, pour
l'inscription dans la loi ZRBG de la reconnaissance d'une période de cotisation subsidiaire**

Durant la Deuxième Guerre mondiale, les Juifs et les Roms ont été liés par un destin commun. Par millions, ils ont été exploités sans pitié et livrés à un anéantissement planifié. La vie dans les ghettos, créés par les Allemands, a été l'une des facettes de ce calvaire commun. Pendant des décennies, les survivants de la Shoah et du Porajmos (l'Holocauste contre les Roms) résidant en Europe orientale ont cependant été exclus, des prestations auxquelles ils avaient droit en compensation et en dédommagement de leur travail.

Ce n'est qu'au terme de longues années de démarches des survivants que les droits à une « rente ghetto » ont été reconnus, en 2002, par la loi sur les conditions de paiement de pensions pour le travail exercé dans les ghettos (ZRBG - Zahlbarmachung von Renten aus Beschäftigungen in einem Ghetto).

Cependant, les anciens travailleurs des ghettos domiciliés en Pologne ne pouvaient toujours pas percevoir de rente ghetto au titre de la loi ZRBG. Un changement n'a été apporté à cette situation qu'après des années de protestations, et grâce au soutien de parlementaires, de juges aux affaires sociales engagés, d'avocats et d'historiens, avec la signature, en décembre 2014, de l'accord entre l'Allemagne et la Pologne sur le transfert de prestations particulières à leurs ayants droit domiciliés sur le territoire de la République de Pologne.

Malgré cela, de nombreux anciens travailleurs des ghettos restent exclus du bénéfice des « rentes ghetto ». C'est particulièrement le cas des Roms et des Sintis. Ces personnes ont, de manière incontestée, acquis des périodes de cotisation sur la base d'un emploi dans un ghetto. Dans le contexte des discriminations multiples auxquelles elles ont été exposées, y compris après la libération du national-socialisme, il manque cependant à certaines d'entre elles quelques mensualités pour atteindre la période de cotisation totale de 60 mois visée par le système allemand des retraites. Cette période de cotisation complète constitue toutefois une condition de l'obtention de la « rente ghetto ». Pour les périodes de cotisation et assimilées acquises et déjà reconnues par l'assurance vieillesse, il doit cependant y avoir également une forme de cotisation juridiquement équivalente, qui indemnise les prestations de travail sous forme d'une « rente ghetto ». Or, la plupart des survivants de l'Holocauste ne peuvent plus verser de cotisations volontaires pour compléter les quelques mois de cotisation manquants.

Compte tenu du risque de pauvreté frappant les personnes âgées présent parmi les survivants de l'Holocauste en Europe, mais aussi en Allemagne et ailleurs, une correction de la loi ZRBG serait nécessaire et urgente. Même si des mesures de grande ampleur s'imposent pour cela, les survivants des persécutions nazies méritent respect et protection. Il faut donc que tous les anciens travailleurs des ghettos aient la possibilité d'accéder aux « rentes ghetto ».

L'introduction d'une période de cotisation subsidiaire de régularisation, d'au moins cinq ans, pour autant que cette période n'ait pas déjà été régularisée par d'autres périodes de cotisation ou assimilées, apporte une solution rapide et sans charge bureaucratique à ce problème. La correction de la loi sur les conditions de paiement de pensions pour le travail exercé dans les ghettos (ZRBG) est nécessaire et juste parce qu'elle permet l'accès à la « rente ghetto » et que le montant de cette rente est calculé, comme dans les autres cas, sur la base des rémunérations acquises. Elle supprime dès lors toute discrimination vis-à-vis des survivants qui, dans des cas déterminés, ont eu la possibilité de verser des cotisations complémentaires volontaires. Le Conseil central des Juifs d'Allemagne, le représentant allemand de la Jewish Claims Conference et de nombreuses autres associations et experts ont par conséquent exprimé leur soutien à une révision de la loi ZRBG dans leurs avis remis à la commission du travail et des affaires sociales, qui doit prendre une décision dans les prochains jours sur l'adoption d'un projet de loi en ce sens. De plus, cette révision apporte la sécurité juridique puisqu'elle comble définitivement l'absence d'une réglementation claire concernant les périodes de cotisation dans la ZRBG. La correction de la ZRBG représente donc un moyen nécessaire de réparation des persécutions du régime national-socialiste.

Par ma signature, je soutiens les efforts de l'Union des communautés juives en Pologne et l'Association des Roms de Pologne, et je demande l'inscription dans la loi ZRBG de la reconnaissance d'une période de cotisation subsidiaire de régularisation !

Premier signataire et premiers signataires:

Prof. Dr. Jeremy Adler, King's College London; **Dr. Benjamin M. Baader**, Associate Professor of European and Jewish History, University of Manitoba, Canada; **Prof. Dr. Sara Bender**, University of Haifa, Department of Jewish History; **Esther Bejarano**, Überlebende des KZ Auschwitz-Birkenau, Vorsitzende des Auschwitz-Komitees in der Bundesrepublik Deutschland e.V.; **Deidre Berger**, Direktorin des Lawrence and Lee Ramer Institut für Deutsch-Jüdische Beziehungen; **Prof. Dr. Wolfgang Benz**, ehemaliger Leiter des Zentrums für Antisemitismusforschung der TU Berlin; **Prof. Dr. Włodzimierz Borodziej**, Instytut Historyczny, Uniwersytet Warszawski; **Dr. Jochen Böhrer**, Imre Kertész Kolleg Jena; **Christopher R. Browning**, Frank Porter Graham Professor of History Emeritus, University of North Carolina at Chapel Hill; **Prof. Dr. Micha Brumlik**, Senior Advisor am Zentrum Jüdische Studien Berlin-Brandenburg; **Prof. Dr. Mihran Dabag**, Institut für Diaspora- und Genozidforschung, Ruhr Universität Bochum; **Prof. Esther Dischereit**, Universität für angewandte Kunst, Wien; **Dominique Durand**, Président du Comité International Buchenwald Dora et Kommandos; **Prof. Dr. Ulrich Eckhardt**, Berlin, Ex-Intendant Berliner Festspiele mit »Topographie des Terrors«; **Éva Fahidi-Pusztai**, Überlebende des KZ Auschwitz-Birkenau, Nebenklägerin im Lüneburger Auschwitz-Prozess; **Dr. Bernd Feuchtnner**, Autor, Operndirektor a.D.; **Iain Galbraith**, Schriftsteller; **Benjamin Geissler**, Filmemacher, Preisträger der Judaica-Stiftung; **Dr. Cathy S. Gelbin**, Senior Lecturer in German Studies, University of Manchester; **Prof. Dr. Rüdiger Görner**, Director of the Centre for Anglo-German Cultural Relations Queen Mary University of London; **Prof. Dr. Jan Tomasz Gross**, Norman B. Tomlinson '16 and '48 Professor of War and Society, Professor of History, Princeton University; **Dr. Jürgen Hensel**, Historiker, Warschau; **Bertrand Herz**, Überlebender des KZ Auschwitz-Birkenau, Président d'honneur du Comité International Buchenwald Dora et Kommandos; **Christoph Heubner**, Exekutiv-Vizepräsident des Internationalen Auschwitz Komitees (IAK); **Dr. Aurélie Kalisky**, Zentrum für Literatur- und Kulturforschung/Centre Marc Bloch, Berlin; **Prof. Dr. Sławomir Kapralski**, Uniwersytet Pedagogiczny im KEN w Krakowie; **Dr. Dr. habil. Judith Kasper**, Institut für Romanische Philologie, LMU München; **Corinna Kirchhoff**, Schauspielerin; **Prof. Dr. Martin Kitchen**, Fellow of the Royal Society of Canada; **Prof. Dr. Peter Klein**, Dekan des Masterstudiengangs „Holocaust Communications and Tolerance“, Touro College Berlin; **Prof. Dr. Werner Konitzer**, Kommissarischer Direktor des Fritz-Bauer-Instituts; **PD Dr. Mona Körte**, Leiterin des Forschungsschwerpunkts Weltliteratur, Zentrum für Literatur- und Kulturforschung; **Prof. Dr. Stephan Lehnstaedt**, Professor für Holocaust-Studien und Jüdische Studien, Touro College Berlin; **Dr. Thomas Lutz**, Gedenkstättenreferent, Stiftung Topographie des Terrors, Berlin; **Dr. Wolfram Meyer zu Utrup**, Stellvertretender Vorsitzender der Deutsch-Polnischen Gesellschaft Berlin (DPGB); **Iwona Mickiewicz**, Autorin und Kulturorganisatorin in Berlin; **Tomasz Miedziński**, Vorsitzender der Vereinigung der Jüdischen Kombattantinnen und Kombattanten und Geschädigten des Zweiten Weltkrieges; **Rabbiner Prof. Dr. Andreas Nachama**, Jüdischer Präsident des Deutschen Koordinierungsrates der Gesellschaften für Christlich-Jüdische Zusammenarbeit (DKR); **Raja Nejedlo**, ehemals Abteilung Frauenpolitik, DGB-Bundesvorstand; **Jacek M. Nowakowski**, Senior Curator for Collections, United States Holocaust Memorial Museum (USHM); **Sharon Dodua Otoo**, Schriftstellerin, Trägerin des Ingeborg-Bachmann-Preises 2016; **Peggy Parnass**, Publizistin, Hamburg; **Dr. Kristin Platt**, Institut für Diaspora- und Genozidforschung, Ruhr Universität Bochum; **Utz Rachowski**, Schriftsteller; **Jan-Robert von Renesse**, Preisträger des Beacon of Light Humanitarian Award 2016; **Prof. Dr. Elinor Shaffer**, Fellow of the British Academy; **Meinhard Starostik**, Richter am Verfassungsgerichtshof des Landes Berlin; **Prof. Dr. Dr. h. c. mult. Michael Stolleis**, Max-Planck-Institut für Europäische Rechtsgeschichte; **Prof. Dr. habil. Joanna Tokarska-Bakir**, Polish Academy of Sciences; **Agnès Triebel**, Secrétaire Générale du Comité International Buchenwald Dora et Kommandos ; **Prof. Dr. Stefan Troebst**, Global and European Studies Institute der Universität Leipzig; **Marian Turski**, Überlebender des KZ Auschwitz-Birkenau, Vizepräsident des Internationalen Auschwitz Komitees (IAK) und Vorsitzender des Museumsrates des Museums der Geschichte der polnischen Juden POLIN; **Simon Wachsmuth**, bildender Künstler, Bauhaus-Universität Weimar; **Prof. Dr. Dr. h.c. Hans N. Weiler**, Professor emeritus, Stanford University/Rektor a.D., Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder); **Brigitte Werneburg**,

Kunstredakteurin, die tageszeitung, Berlin; *Joachim von Zepelin*, Verleger; *Stanisław Zalewski*, Überlebender des KZ Mauthausen, Vorsitzender des Hauptvorstandes des Polnischen Verbandes Ehemaliger Politischer Häftlinge der NS-Gefängnisse und Konzentrationslager (PZBWPHWiOK); *Dr. Jürgen Zarusky*, Historiker, Institut für Zeitgeschichte München-Berlin;